

Ruptures et continuités de la mémoire Tchèque

Antoine Marès

Abstract

Ruptures and continuities of Czech memory, Antoine Marès.

Depending on political balances of power and the worries of the moment, Czech national memory has wavered between highly different anchoring points. The analysis of the communist Czechoslovak historiographic production is witness to that practice of a selective reading of the past and of its many-sided perverse effects in terms of collective identity. It is essential for the Czechs that all of their history be integrated into their common heritage.

Citer ce document / Cite this document :

Marès Antoine. Ruptures et continuités de la mémoire Tchèque. In: Vingtième Siècle, revue d'histoire, n°36, octobre-décembre 1992. Dossier : Identités d'Europe Centrale après le communisme. pp. 71-80;

doi : <https://doi.org/10.3406/xxs.1992.2606>

https://www.persee.fr/doc/xxs_0294-1759_1992_num_36_1_2606

Fichier pdf généré le 27/03/2018

RUPTURES ET CONTINUITÉS DE LA MÉMOIRE TCHÈQUE

Antoine Marès

Des Hussites à la Première République, du stalinisme au Printemps de Prague, de Masaryk à Václav Havel, la mémoire nationale tchèque est aussi riche de traditions que de ruptures. Elle offre ainsi un vaste répertoire de références où chacun puise selon les préoccupations du moment et la situation politique. Aussi le défi de la transition démocratique passe-t-il par une intégration au patrimoine collectif de toute l'histoire tchèque.

Au lendemain des événements tchécoslovaques du 17 novembre 1989, deux questions venaient à l'esprit sur la part que les manipulations avaient pu y jouer et sur le retour éventuel à des traditions tchèques, voire tchécoslovaques. Si des incertitudes peuvent encore demeurer sur la première de ces interrogations, elles n'ont plus qu'un rôle secondaire parce qu'elles renvoient plus à des rapports de forces internes qu'à un ordre international dominé ou contrôlé par l'Union Soviétique, sorte de greffe sur la lutte engagée entre conservateurs et gorbatchéviens, la Tchécoslovaquie s'étant distinguée par sa rigidité face au processus de la perestroïka, comme le met bien en lumière l'ouvrage collectif dirigé par Pierre Kende et Aleksander Smolar, *La grande secousse*¹. L'analyse des ruptures et des continuités de la mémoire tchèque, qui

répond à la seconde question, complète l'étude du couple unité-diversité chez les satellites de l'URSS comme instruments de lecture de l'automne 1989 et des événements postérieurs.

Avant d'évoquer les avatars récents de la mémoire tchèque, c'est-à-dire la représentation de son propre passé tel qu'il apparaît notamment dans le discours historique, il est nécessaire de rappeler comment celle-ci est née et s'est développée.

Affirmer que l'histoire tchèque est consubstantielle à l'identité nationale, c'est énoncer une vérité d'évidence pour toute nation moderne. Mais plus encore pour celles où le couple Etat-nation, comme l'a souligné Edgar Morin², n'est pas réalisé ou pour celles qui ont connu une discontinuité étatique. Par ailleurs, le passé est aussi un instrument à l'aide duquel on « discerne le bien du mal », et cette fonction est majeure en Europe centrale³.

La renaissance nationale du 19^e siècle s'est donc nourrie en Pays tchèques d'une réappropriation du passé et d'une redécouverte de la langue. Dépossédés de leur Etat depuis la guerre de Trente Ans, les Tchèques ont surcompensé ce déficit étatique en faisant de la culture, et plus particulièrement de

2. Actes du colloque de Die dans *La Nouvelle Alternative*, 24, décembre 1991, p. 31-33.

3. Cf. le poète lituanien Tomas Venclova : « Les héritiers de Gediminas », *Belvédère*, avril 1991, p. 66. Il s'agit d'un thème récurrent en Europe centrale, même s'il est souvent plus implicite qu'explicite.

1. *La grande secousse. Europe de l'Est : 1989-1990*, Paris, Presses du CNRS, 1990, notamment le texte d'Ilios Yannakakis.

l'histoire, une des colonnes vertébrales de leur politique, et cela dans un effort continu, car être tchèque signifie une lutte constante face à des menaces multiples et permanentes. Être une nation à part entière avec des attributs étatiques ou ne pas l'être, se contenter d'un statut de province ou même de colonie, est le dilemme qui est au centre de ce combat et de la réflexion des intellectuels, depuis Hubert Gordon Schauer¹ jusqu'à Milan Kundera². Chez ces derniers, le cosmopolitisme s'oppose à l'autochtonisme, même si le débat a été artificiellement alimenté par les idéologies et les pouvoirs en place³.

Affirmer son existence, c'est avant tout construire un discours historique qui la légitime et lui donne son sens, dans des conditions toujours périlleuses. Dans son essai *La mémoire de Prague*, Bernard Michel a symptomatiquement intitulé son premier chapitre : « La relation difficile avec son histoire », et Josef Kroutvor, dans un livre très suggestif⁴, évoque les difficultés des Tchèques aux prises avec l'histoire. Les termes de l'hymne à Saint Venceslas, qui est considéré comme le premier chant « national », sont également significatifs : « Tu es l'héritier de Bohême, souviens-toi de ta race, ne nous laisse pas périr nous et notre descendance », paroles qui reflètent un profond sentiment de vulnérabilité et de fragilité⁵.

○ DISCONTINUITÉ DE LA MÉMOIRE TCHÈQUE

Les histoires nationales d'Europe centrale et balkanique se distinguent par des ruptures majeures : 1389 en Serbie ; 1526 en Hongrie,

avec la progression ottomane ; 1772-1795 en Pologne, avec les trois partages successifs qui traduisaient aussi le début de la poussée russe vers l'Europe. Pour les Tchèques, la première coupure a eu lieu avec le mouvement hussite (1419-1436), qui a entraîné le royaume de Bohême en dehors du giron de l'Église catholique romaine. Au-delà du contenu théologique et ecclésiastique du hussitisme, trois faits se dégagent : la capacité des Tchèques à se révolter au nom d'un idéal moral ; le caractère égalitariste du mouvement ; l'anticipation de la Réforme. Nombre de philosophes de l'histoire tchèque ont vu dans ce mouvement le point de départ, voire le point culminant, de l'affirmation de l'identité tchèque⁶. La deuxième rupture, étatique et non plus seulement religieuse, se produit en 1618-1620 : après une longue phase de tolérance qui a marqué le 16^e siècle tchèque, les tensions européennes tournent à l'affrontement entre les États de Bohême protestants et la dynastie habsbourgeoise. Les Tchèques perdent leur indépendance à la suite de la défaite de la Montagne Blanche du 8 novembre 1620⁷.

A partir de cette double rupture va se construire un double discours historique, les uns niant la dimension protestante, les autres refusant la reconquête catholique. Du 17^e siècle à nos jours, deux histoires vont coexister, discontinues puisqu'elles jouent à saute-mouton avec la chronologie et les réalités du passé. La constitution de la mémoire tchèque, qui sort de la matrice romantique allemande en exaltant le « peuple » et la « nation », mais dont les bases sont essentiellement culturelles, va se couler au 19^e siècle dans ce moule. Se nourrissant de Herder, les Eveilleurs tchèques recourent au mythe pour conforter la réalité, notamment avec l'idéalisation des origines. Dans les faits,

1. Hubert Gordon Schauer (1862-1892) est un critique littéraire et un publiciste au regard très aigu qui a posé en 1886, dans le premier numéro de *Čas (Temps)*, revue masariquienne, la question de l'utilité de la lutte nationale.

2. « Un Occident kidnappé », *Le Débat*, 27, novembre 1983, p. 3-22.

3. Le domaine musical a été très sensible à ces polémiques. Il existe toute une littérature opposant Bedřich Smetana, « bon » musicien patriote — encore que de son vivant on lui ait reproché ses tentations wagnériennes — à Antonín Dvořák, plus cosmopolite et moins « conscient » nationalement.

4. *Difficultés avec l'histoire* (en tchèque), Prostor, Prague, 1990.

5. Cf. Bernard Michel, *La mémoire de Prague*, Paris, Perrin, 1986, p. 13-26.

6. Cf. Josef Macek, *Hus et les traditions hussites*, Paris, Plon 1973, et Jan Patočka, *Essais hérétiques sur la philosophie de l'histoire*, Paris, Verdier, 1981.

7. Cette date symbolique d'une bataille qui a vu s'affronter l'armée des États et l'armée impériale est interprétée très différemment par les protestants et les catholiques. Cf. Victor L. Tapié, *Monarchie et peuples du Danube*, Paris, Fayard, 1969, p. 112-113.

le peuple paysan libéré du servage en 1781 et de la corvée en 1848 afflue vers les villes dans un processus de lente mais irréversible conquête des centres de pouvoir urbains. Majoritaires, les Tchèques deviennent dans ce contexte d'ardents défenseurs de la démocratie, qu'elle se traduise par la défense du suffrage universel ou par la volonté d'une transformation fédérale de l'Empire autrichien¹.

Derrière le double discours que nous venons d'évoquer ne se trouvent pas que des enjeux religieux, ainsi que l'illustrent les choix de Thomas Garrigue Masaryk². Pour lui aussi l'histoire tchèque était discontinuée, mais parce que seuls comptaient à ses yeux, dans une perspective de dynamique morale, les « sommets » de cette histoire. La période hussite et le Réveil national du 19^e siècle qui, selon lui, avait renoué avec elle, constituaient les pics de ce passé en raison de leur contenu moral et de leur apport à l'Europe. La tchéquité, dit en substance Masaryk, vaut par l'idée d'humanité dont elle est porteuse, humanité pouvant être traduite par « altruisme » ou « souci primordial de l'autre ». Cette vision masarykienne de l'histoire nationale a suscité de vastes débats qui se poursuivent encore aujourd'hui³.

Même si elles n'ont pas toujours été bien assimilées par ses compatriotes, les conceptions de Masaryk ont dominé la Première République (1918-1938). Cette société économiquement et socialement développée était largement assise sur des valeurs de travail et d'effort qui caractérisaient les Tchèques du siècle précédent, une société démocratique où le sentiment social l'emportait sur le sentiment religieux et où la démocratie n'était limitée que par un cen-

tralisme « à la française » jugé nécessaire à la constitution et à la consolidation du nouvel Etat. Même si elle ne fut pas la « Suisse de l'Europe centrale » promise, la Tchécoslovaquie est restée dans l'entre-deux-guerres un îlot de démocratie au milieu d'une Europe qui cédait aux sirènes totalitaires. A la lumière des expériences qui suivirent, malgré ses imperfections et malgré l'impact de la crise mondiale, la Première République tchécoslovaque est demeurée une période particulièrement séduisante pour les Tchèques⁴. Ils ont intériorisé les valeurs qu'elle incarnait parce que celles-ci étaient endogènes et qu'elles renforçaient ce patrimoine démocratique qui était une sorte de « messianisme moral » à usage interne.

L'identité tchèque, telle qu'elle était alors définie, a été parasitée par le tchécoslovaquisme, idéologie d'Etat qui se confondit souvent avec l'emprise d'une forte Bohême-Moravie sur une Slovaquie affaiblie par une longue magyarisation et abreuvée à d'autres sources : plus de neuf siècles passés dans le royaume de Hongrie, une exaltation plus vigoureuse de la slavité et des élites très restreintes, de plus profondément divisées entre catholiques et protestants.

La contradiction essentielle de l'Etat tchécoslovaque était de se vouloir Etat-nation centralisé en intégrant ses diverses composantes, y compris les minorités non slaves, par l'exercice de la démocratie parlementaire. Le suffrage universel étendu aux deux sexes et la représentation proportionnelle étaient censés établir peu à peu l'harmonie et l'équilibre intérieurs. C'est le sens de l'affirmation de Masaryk réclamant un délai de cinquante ans de paix pour forger durablement l'Etat.

En refusant de prendre en compte l'ampleur, d'ailleurs largement ignorée alors, des spécificités slovaques, le tchécoslovaquisme a provoqué un double mouvement, l'un intégrateur et l'autre centrifuge. Le premier visait à construire un Etat sans lequel les

1. L'austroslavisme esquissé par le comte Thun, précisé par Havlíček-Borovský et formulé par Palacký, s'inscrit dans ce cadre.

2. Cf. *Thomas Garrigue Masaryk, Européen et humaniste*, Paris, Edition Documentation internationale, Institut d'études slaves, 1991.

3. Cf. Jan Patočka, *Essais hérétiques...*, op. cit., et *L'idée d'Europe en Bohême*, Grenoble, Jérôme Millon, 1991. Cf. aussi A. Marès, « Conscience nationale et débats historiographiques en Pays tchèques », *Cahiers du Centre d'étude des civilisations de l'Europe centrale et du Sud-Est*, 4, 1986, p. 39-52.

4. Il suffit de constater l'importance qui lui a été accordée dans les samizdats historiques des années 1980.

Slovaques auraient été réduits « à l'esclavage national et politique »¹. Le second relevait d'une réaction semblable à celle qu'avait suscitée le joséphisme dans les années 1780. La centralisation et la modernisation, qui s'accompagnaient d'une tchéquisation partielle, ont dynamisé une prise de conscience slovaque qui s'est traduite par un regain de nationalisme, sur une base souvent religieuse. On ne saurait cependant assez souligner que le problème slovaque opposait autant, sinon plus, les Slovaques entre eux que les Tchèques aux Slovaques, le clivage entre Slovaques acquis au tchécoslovaquisme et Slovaques autonomistes se superposant largement à un clivage politique entre démocrates et autoritaires.

La fin de la Première République, qui a suivi les accords de Munich, en octobre 1938, n'a pas été uniquement le fruit de développements exogènes et elle a durement secoué les certitudes démocratiques des Tchèques. La Deuxième République a marqué un premier glissement avant l'occupation du pays le 15 mars 1939. La guerre fut une nouvelle épreuve pour l'unité du pays et, à terme, une catastrophe pour l'identité slovaque puisque celle-ci, du moins dans ses tentatives d'autonomisation, fut confondue dans la réprobation et même l'opprobre qui frappa l'Etat cléricalo-fascisant dirigé par Mgr Tiso.

Ces discrédits successifs contribuèrent à conforter la suprématie d'une mémoire tchèque de gauche que récupéra le Parti communiste.

○ RUPTURES D'APRÈS GUERRE

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, la mémoire tchèque est dominée par l'antagonisme tchéco-allemand comme moteur de l'histoire, alors que Masaryk reste

1. Ivan Dérer, *Tchèques et Slovaques*, Bossuet, 1938, p. 17. La vision de ce social-démocrate acquis au tchécoslovaquisme ne saurait résumer à elle seule le large éventail des sensibilités slovaques, mais elle montre clairement que si la Hongrie avait maintenu sa tutelle sur les Slovaques, ces derniers auraient été vraisemblablement assimilés. A contrario, très antitchéque, Stanislas J. Kirschbaum, *Slovaques et Tchèques*, Lausanne, L'Âge d'homme, 1987.

une référence unanimement acceptée, comme l'indiquent les sondages réalisés alors². Le paradoxe de cette reconnaissance tient à ce que cette interprétation conflictuelle donne raison à l'historien Joseph Pekař, qui est par ailleurs « diabolisé » pour son conservatisme. De la même façon, l'impératif moral qui préside à la pensée politique masarykienne et à sa conception des rapports inter-ethniques paraît en contradiction avec les modalités de l'expulsion des Allemands des Sudètes. En dehors de toutes les justifications objectives et passionnelles qui ont pu motiver cette décision, constatons simplement qu'il s'agit d'une nouvelle rupture dans l'histoire tchèque puisqu'elle la prive de ce miroir allemand parfois encombrant qui a servi cependant à modeler une pensée et une image propres, par opposition et par réaction. Dans les années 1950, le discours officiel a réduit l'Autre, c'est-à-dire l'ennemi, à l'Allemand « revanchard » qui symbolisait la permanence de la menace qui pesait sur l'Etat, en maintenant des lignes de rupture à la fois nationales et idéologiques au centre de l'Europe.

La deuxième caractéristique est elle aussi paradoxale : le patriotisme est repris en compte avec une partie de la mémoire tchèque entre 1945 et 1948 par le Parti communiste qui privilégie les mêmes phases que Masaryk et occulte le passé « catholique »³. Une partie du catholicisme tchécoslovaque — dans sa fraction la plus conservatrice — s'est partiellement discréditée dans la collaboration et a renforcé l'impression très largement imméritée de son incompatibilité avec la tchéquité.

Enfin, et même si les acteurs n'en ont pas eu une pleine conscience, la Tchéco-

2. Si la période de la Première République n'apparaît qu'en quatrième position (8 %), loin derrière les guerres hussites (19 %) et l'époque de Charles VI (17 %), Masaryk arrivait largement en tête dans un sondage de 1946, avec 74 % d'avis favorables, devant Eduard Benes (62 %). En octobre 1968, la Première République retrouvait la première place comme période « la plus glorieuse » de l'histoire tchèque (39 %) alors que Masaryk s'imposait plus largement encore avec 81 % d'opinions positives. *Dějiny a současnost*, 5 janvier 1969.

3. C'est-à-dire essentiellement la période de la Contre-Réforme, de la guerre de Trente Ans à 1740, que l'historiographie tchèque classique qualifie de Ténèbres.

slovaquie qui renaît en 1948 est une démocratie « en liberté surveillée », avec des limites explicites — un nombre de partis autorisés limité — et des freins implicites — les tabous étant suffisamment nombreux pour sensiblement brider les facultés d'expression.

Voilà le contexte dans lequel les communistes s'emparent du pouvoir en février 1948, se présentant comme les défenseurs d'un ordre patriotique et social. Leur discours est d'autant mieux entendu qu'ils offrent l'image de défenseurs de l'âme de la nation et d'héritiers de ses traditions progressistes. Ils reprennent à l'historiographie tchèque du 19^e siècle l'idée de continuité de cette nation, même s'ils en amputent l'histoire, se substituant à une bourgeoisie qu'ils accusent d'avoir enfreint les principes humanistes de Masaryk. S'agissait-il de propos tactiques, d'un leurre pour les adversaires ou d'une autosuggestion ? Chacun répondra à cette question en fonction de sa position dans la société d'alors.

Après les tournants de février et septembre 1948, les obsèques d'Eduard Beneš, ce discours se transforme profondément. L'étendard masarykien est foulé aux pieds en 1950. La mémoire tchèque est remplacée par une mémoire soviéto-tchécoslovaque.

Le monopole du Parti communiste dans l'élaboration du discours historique se traduit institutionnellement par la création de l'Académie des sciences en 1952. Zdeněk Nejedlý, ministre de l'Éducation nationale, est porté à sa présidence, exerçant une sorte de dictature idéologique. Le contrôle général qui s'étend à la société touche aussi l'histoire et s'exerce tant sur les hommes, avec les épurations, que sur les thèmes de recherche et les écrits. Staline et Gottwald, le chef du PC tchécoslovaque, sont les références absolues derrière lesquelles se maintient une certaine pluralité liée aux luttes de pouvoir ou à la résistance de la planète historique à une idéologisation complète¹.

Il en résulte un rejet de toute histoire non marxisée, et bien entendu de ce que l'on peut identifier comme toute démarche « positiviste », en même temps qu'une tentative d'appréhender le passé globalement, mais avec des instruments méthodologiques limités, comme l'illustre l'absence d'une histoire des mentalités, des élites et de l'opinion. La volonté de saisir à la fois « infrastructures et superstructures » est amputée par la sectorisation de la recherche et par ses présupposés. Par exemple, l'histoire sociale se réduit largement à celle de la classe ouvrière. Il en résulte un appauvrissement de l'historiographie.

L'histoire tchèque est par ailleurs redécoupée et réinterprétée : à l'historien organique correspond une histoire autolégitimatrice du pouvoir, c'est-à-dire soviéto-tchécoslovaque. Il s'agit de nier et de rejeter les liens occidentaux et l'appartenance des Tchèques à l'Europe occidentale, pour exalter les relations avec la Russie, opération qui commence avec les origines cyrillo-méthodiennes pour aboutir à la chute de la Première République à laquelle l'URSS se serait opposée. Cyrille et Méthode sont présentés comme les apôtres de l'orthodoxie, la présence germanique est minimisée tout au long de l'histoire de la Bohême, la slavophilie est mise en exergue, la tradition catholique est marginalisée... Ainsi se construit peu à peu une histoire tronquée dont les racines existaient auparavant. Ce processus passe par la destruction ou l'infléchissement des images anciennes. Une fois Masaryk réduit à n'avoir été qu'un complotteur qui a tenté d'assassiner Lénine, il est possible de l'évacuer de l'histoire, même s'il a fallu un véritable tour de force intellectuel pour occulter un homme qui a été au cœur de la vie nationale pendant plus de cinquante ans. Karel Havlíček-Borovský (1821-1856), qui fut un des esprits les plus acérés de son temps, notamment très critique à l'égard de

Prague, Académie des sciences tchécoslovaque, 1960, et Antoine Marès, « L'histoire tchèque, enjeux de pouvoir », *Relations internationales*, 67, automne 1991, p. 265-272.

1. Cf. *25 ans d'historiographie tchécoslovaque 1936-1960*,

la slavophilie de ses compatriotes, devient un apôtre du progressisme dont on déforme la pensée de grand libéral : on le conserve ainsi dans le panthéon national.

Dans un deuxième temps, de nouveaux mythes sont édifiés : Josef Macek donne en 1952 ses lettres de noblesse scientifique à l'idée que le mouvement hussite — ou du moins son aile la plus radicale de Tábor — serait l'ancêtre du mouvement communiste tchécoslovaque, vulgate tirée de ses travaux¹. Une telle approche légitime nationalement le communisme et conforte le « sens de l'histoire ». Un deuxième mythe joue un rôle essentiel : la création de la Tchécoslovaquie en 1918 serait le fruit de la révolution russe. Il se traduit par le slogan suivant : « Sans la Grande Révolution d'Octobre, il n'y aurait pas de Tchécoslovaquie ».

Comme il est parfois difficile de se dépêtrer de l'histoire, le pouvoir communiste a parfois procédé par substitution, de la même manière que les Jésuites avaient tenté d'effacer la mémoire de Jan Hus en introduisant et en développant le culte de saint Jean Népo-mucène². Jan Želivský et Julius Fučík³ servent à dissimuler d'autres personnages bannis de l'histoire nationale. La création de l'Etat tchécoslovaque était avancée à la manifestation socialiste avortée du 14 octobre 1918, et le 28 octobre était travesti en commémoration des nationalisations de 1945.

1. L'ouvrage en question est intitulé (en tchèque) *Tábor dans le mouvement hussite* (Prague, 1952). Josef Macek est revenu sur ces thèses à l'occasion d'un cycle de remarquables conférences données au Collège de France, qui ont montré à partir d'études lexicographiques et sémantiques que le mouvement hussite renvoyait au contraire aux origines égalitaires de la chrétienté.

2. Jan de Pomuk (1345-1393), vicaire général de l'archevêché de Prague, fut victime du conflit qui éclata entre le roi Venceslas IV et l'archevêque Jan de Jenštejn à propos de la nomination d'un abbé. Jeté dans la Vltava, il devint pour la légende une victime du secret de la confession. Les Jésuites le firent canoniser en 1729 et son culte fut largement répandu par l'Ordre.

3. Jan Želivský, exécuté en 1422, était un prédicateur pragois qui prit la tête de l'aile la plus radicale du mouvement hussite à Prague. Julius Fučík (1903-1943) était un journaliste communiste arrêté puis exécuté par les nazis. Avant d'être exécuté, il écrivit un témoignage (*Écrit sous la potence*) que le régime communiste utilisa comme texte emblématique de la résistance du PC pendant la guerre.

Enfin, cette historiographie se développe dans un monde clos, un monde en soi où à l'enfermement de l'idéologie correspond l'enfermement géographique des phénomènes historiques considérés comme endogènes, sans repères extérieurs. Il en découle une archaïsation et un repli dont l'ampleur était mal perçue.

Ces schémas généraux qui ont dominé les années 1948 et 1989 doivent être corrigés à la lumière d'une remarque chronologique et d'une observation sur le fond.

La libéralisation qui débute en 1962-1963 et qui débouche sur le Printemps de Prague a fait finalement exploser toutes les contraintes et les tabous⁴.

Le monolithisme de cette historiographie n'existe que pour le non-initié. La diversité des jugements sur des événements clefs et aussi sensibles que la création de l'Etat ou Munich peut aller d'une affirmation à son contraire. L'importance du média est un élément capital. Une revue tirée à des dizaines de milliers d'exemplaires observe la plus stricte orthodoxie du moment, tandis que des publications internes à un Institut de recherche ou à un musée provincial bénéficient d'une marge de manœuvre parfois considérable⁵.

Dans ces conditions, les paradoxes se sont multipliés : à une époque où le genre biographique allait dépérir en France, il était florissant en Tchécoslovaquie, donnant naissance aux travaux les plus remarquables. Alors qu'aucune grande synthèse marxiste n'a vu le jour pour le 20^e siècle, des travaux factographiques, presque positivistes, ont souvent été le meilleur apport de l'historiographie tchèque des dernières décennies⁶.

4. Cf. Karel Bartošek « Etat actuel de l'historiographie tchécoslovaque », 1966, manuscrit dactylographié à la Bibliothèque de l'Institut d'études slaves (Paris).

5. Pavel Seifter, František Svátek, « L'historiographie et le pouvoir : l'exemple tchécoslovaque 1969-1990 », *Relations internationales*, 67, automne 1991, p. 273-294.

6. Il s'agit en particulier de travaux en relations internationales (K. Gajan, V. Olivová, R. Kvaček...) ou de grandes biographies comme celles de J. Spěváček ou de J. Janáček, sans parler des excellentes études de J. Petráň, d'O. Urban, d'É. Maur, parmi d'autres, sur la période moderne.

Avec la « révolution de velours », la question de la mémoire tchèque se pose en termes nouveaux de rupture et de continuité. Deux ruptures paraissent fondamentales : le retour à la liberté d'expression et le discrédit général dont le marxisme est frappé.

La continuité est maintenue par le fait que les acteurs de la vie sociale n'ont pas changé, qu'ils ont tous connu, ou presque, plus de quarante ans de « socialisme réel » et une éducation commune dont on ne saurait sous-estimer les effets. Ces vérités d'évidence doivent être rappelées tant la tendance est grande aujourd'hui d'en faire fi.

Quelle était en 1989 la situation des porteurs de la mémoire tchèque, c'est-à-dire de la communauté historique sans laquelle il ne sera pas possible de recomposer cette mémoire dont nous avons vu les avatars ?

Avant novembre, les historiens étaient divisés en trois groupes : des officiels, actifs soutiens et participants du pouvoir, des dissidents et, entre ces deux pôles, les historiens de la « zone grise », pour reprendre l'expression de la sociologue Jiřina Šiklová¹, dont la compromission avec les autorités était plus ou moins poussée, mais qui, tout en les critiquant, ne voulaient pas se marginaliser par une opposition radicale. Au sein de la dissidence, le samizdat historique établissait un lien avec la période libérale des années 1960, renouant même avec les débats d'avant 1948 et se consacrant aux thèmes que l'historiographie officielle n'aborderait pas. Enfin, les historiens émigrés en deux vagues après février 1948 et août 1968 ont eu une place essentielle dans le maintien de la « mémoire tchèque »².

Le paysage décomposé du monde historique se recompose dans le déchirement, parfois aussi l'étonnement de se redécouvrir. Une épuration souvent nécessaire a lieu : elle succède à d'autres, quasiment perma-

nentes depuis 1939 et plus ou moins brutales. Le temps est loin où Josef Pekař était l'auteur des manuels d'histoire de la Première République bien qu'il ait été aux antipodes des idées de Masaryk³. L'autre malaise qui pèse sur la communauté historique tient aux incertitudes matérielles qui menacent son avenir⁴.

Pourtant, cette communauté sort de son ghetto, animée de vastes projets, et déjà réintégrée à l'Europe après son long isolement. Il existe chez elle une volonté d'explorer tous les terrains restés jusqu'ici en friche, de comprendre les événements du demi-siècle qui vient de s'écouler, c'est-à-dire de mieux appréhender sa propre tragédie.

Dans un premier temps, il s'est agi de combler les lacunes les plus criantes, de remplir rapidement les « pages blanches », avec des ouvrages qui restaient marqués par une optique « classique », mais qui cherchaient à rétablir des faits, des épisodes, des hommes jusque-là occultés⁵.

Une autre orientation a repris la longue tradition d'une réflexion sur sa propre histoire, tradition qui n'avait pas été interrompue dans les publications de l'émigration⁶ ou le samizdat, et que deux ouvrages ont remis au goût du jour. Ces essais sont caractérisés par leur approche démythificatrice du discours historique tchèque. Ils relèvent d'une tradition tchèque d'autocritique qui va parfois jusqu'à l'autoflagellation et qui suscite de grands débats, voire de profondes remises en cause. Ils participent aussi à la poursuite de ce mouvement conti-

3. Avec, notamment, *Dějiny československé pro nejvyšší třídy škol středních*, Prague, 1921. L'œuvre de Pekař, pratiquement interdite pendant quarante ans, est aujourd'hui l'objet de nombreuses rééditions.

4. Seifter, Svátek, *op. cit.*, p. 284. Les organismes de recherche et l'édition scientifique sont particulièrement affectés par les contraintes nouvelles que l'économie de marché fait peser sur la culture.

5. Jan Křen, *Bílá místa v našich dějinách ?*, Prague, Lidové noviny, 1990 ; V. Mencl, M. Hájek, M. Oráhal, E. Kadlecová, *Křižovatky 20. století*, Prague, Naše vojsko, 1990 ; *Dějiny Československa*, ouvrage collectif en deux volumes dirigés par Josef Petráň et Robert Kvaček, Prague, SPN, 1990.

6. Tout particulièrement le trimestriel *Srèdeční*, lancé en 1956 par P. Tigríd.

1. Cf. *La Nouvelle Alternative*, 16, décembre 1989, p. 9-10.
2. Seifter, Svátek, *op. cit.*.

nuel de l'historiographie tchèque qui consiste à édifier des mythes puis à les détruire, douloureusement puisque ces anéantissemments touchent le cœur même de l'identité nationale¹.

Au-delà d'un cercle professionnel étroit, la mémoire se reconstitue aussi à travers les médias. La dimension catholique de cette histoire est réintégrée à la faveur de la reconnaissance de la place qu'a tenue l'Eglise dans la résistance au régime communiste². Les périodes médiévale et baroque, jusque-là négligées, se trouvent réhabilitées. La nation se réapproprie son passé, tout son passé, sans tabous et dans des débats contradictoires. A la mémoire ancienne s'ajoute une nouvelle mémoire, celle d'une histoire cachée et honteuse, d'une histoire vécue de procès et de purges, qui se substitue à l'angélisme d'un discours sur le progrès et le bonheur. L'histoire des victimes et des bourreaux voit le jour³.

Aux références chronologiques que sont les années 1618 (révolte des Etats de Bohême contre le souverain habsbourgeois), 1648 (fin de la guerre de Trente Ans qui sonne le glas des aspirations tchèques), 1848 (définition politique de la tchéquité), 1918 (création de l'Etat), 1938 (début de la désagrégation de l'Etat), 1948 (prise de pouvoir par le Parti communiste), s'est adjointe l'année 1968. Si les événements de l'automne 1989 ne se sont pas déroulés en 1988, ce n'est pas faute d'avoir été attendus par la population. Mais l'histoire fut tout de même au rendez-vous : le 17 novembre 1989 mar-

1. Pavel Tigríd, *Kapesní průvodce inteligentní ženy po vlastním osudu*, publié en 1988 à Toronto et republié chez Odeon à Prague en 1990. Podiven (pseudonyme du psychiatre P. Přihoda, du politologue P. Pithart et de l'historien M. Otáhal), *Češi v dějinách nové doby*, Prague, nakl. Rozhledy, 1991. Ce livre a déclenché une vive polémique (cf. *Lidové noviny*, 5 février 1992).

2. Le clergé catholique a notamment joué un rôle de premier plan au sein de la Charte 77. Les grandes pétitions de protestation contre le pouvoir ont été lancées par des catholiques à partir de 1983 et l'on se rappelle le rôle du père Václav Malý et du primat, le cardinal Tomášek, en novembre 1989.

3. A la fois par la publication d'ouvrages déjà édités par les maisons d'édition de l'émigration (par exemple les trois volumes d'Antonín Kratochvíl, *Žaluzi*, Prague, Editions Čas/Dolmen, 1990) ou de travaux plus récents comme les entretiens de Karel Bartošek avec Ladislav Holdós (*Svědék Husákova procesu vypoovídá*, Prague, Naše vojsko, 1991).

quait le cinquantième anniversaire de la fermeture des établissements d'enseignement supérieur tchèques par les nazis.

○ MÉMOIRE ET RÉALITÉ POLITIQUE

La mémoire tchèque offre-t-elle ce modèle ou ces références à la recherche desquels s'est mise la société ?

Dans les événements de l'automne 1989 l'on décèle bien la trace de la tradition : mémoire de la non-violence dans ces manifestations massives et pacifiques. Les Tchèques ne sont pas doués pour la révolution et peut-être est-ce heureux. Il y a dans ce trait un héritage intellectuel, celui d'un Chelčický ou de l'Unité des Frères tchèques⁴, et celui d'une société paysanne livrée à elle-même pendant des siècles sans chef pour catalyser et organiser les énergies. Mémoire aussi de Masaryk, dans la personnalité de Havel et de son charisme. Mémoire de la démocratie, dont le retour a été ressenti d'autant plus intensément que le terme était resté présent dans le vocabulaire quotidien bien qu'il ait été travesti et dévoyé. Elle faisait partie du capital mental des Tchèques, dont les valeurs étaient incarnées par la Charte 77.

Cette continuité se heurte cependant à une longue interruption de la pratique démocratique, c'est-à-dire le dialogue d'où émerge le compromis, la consultation de l'ensemble des citoyens, le sens des responsabilités et du bien public... Intellectuellement, la démocratie renaît donc sur un terrain riche de souvenirs et de motivations nationales. Pratiquement, elle implique un réapprentissage difficile qui a été douloureusement illustré par l'attitude des partis et des parlementaires depuis janvier 1990.

4. Petr Chelčický (1390-1460 ?) est un des premiers écrivains laïques tchèques : son œuvre de moraliste a été reconnue par Tolstoï comme anticipant sur ses idées de non-résistance au mal. C'est en partie sur la base de la pensée de Chelčický que naquit au milieu du 15^e siècle l'Unité des Frères tchèques. Cette secte devint Eglise et après avoir voulu vivre coupée de la société, elle s'y intégra, malgré les persécutions dont elle fut l'objet. Culturellement, l'Unité joua un rôle important. La figure la plus importante de l'Unité fut son évêque Jan Amos Komenský (1592-1670), philosophe et pédagogue remarquable.

L'après-1989 est une période de tâtonnements. La sortie du système communiste s'effectue par à-coups et avec des hésitations qui sont dues au caractère inédit de la situation¹.

Sur un plan national, 1989 renvoie-t-il au Printemps de Prague, à la Libération, à la naissance de la Tchécoslovaquie ou encore à une période antérieure ?

Les tenants d'un retour au « socialisme à visage humain » de 1968 ont été repoussés tant la vague d'antisoviétisme et l'hostilité au marxisme sont fortes. Les tentatives des acteurs de 1968 à la présidence de la République ont fait long feu². La référence au réformisme de 1968 est d'autant plus problématique qu'elle est liée à un conflit de générations : les moins de 40 ans rejettent les dirigeants de 1968 et leurs idées pour leur double responsabilité : l'instauration du régime en 1948 et l'échec de la réforme de 1968.

Le retour à la situation de 1945 a été également refusé. Les attaques dont Eduard Beneš est l'objet dans la presse sont significatives à cet égard, et le président Havel est allé encore plus loin en condamnant les modalités d'expulsion des Allemands au lendemain de la deuxième guerre mondiale³.

Doit-on revenir aux idéaux de la Première République ? Josef Kroutvor a souligné ce qu'elle représentait non seulement comme expérience vécue de vingt ans d'indépendance, mais aussi comme vie sociale réelle et foisonnante où la tenue, l'élégance et la politesse étaient la mesure du respect réciproque entre citoyens. L'explosion de la vie

associative des derniers mois est le signe de la désoviétisation de la société. Le mouvement prend parfois des formes très extérieures : les villes, les rues et les bâtiments publics sont rebaptisés de leurs anciens noms. L'on efface avec vigueur les traces d'un passé d'autant plus honni que l'on a massivement contribué à l'édifier et à le maintenir, ce qui explique peut-être la force particulière que revêt à retardement le débat sur l'épuration en Tchécoslovaquie⁴.

La restitution des édifices religieux au clergé, celle des biens confisqués à partir de février 1948, la réhabilitation et le dédommagement des personnes injustement poursuivies et condamnées depuis cette date sont autant de mesures de réparation morale et matérielle qui permettent de renouer avec ce passé déjà mythique bien que récent.

Mais ce qui frappe le plus, dans le cas tchécoslovaque, ce sont les discontinuités et les ruptures qui accompagnent la perte de repères sûrs. Dans le domaine politique, les tentatives de reconstruction des partis d'avant guerre ont échoué : ni le Parti agrarien ni le Parti social-démocrate ne peuvent jouer le rôle qui était le leur. De la Première République est resté l'attachement à la représentation proportionnelle qui risque d'avoir des conséquences fâcheuses pour le fonctionnement de la démocratie tchécoslovaque, avec une possible atomisation des forces.

Sur le plan économique, alors que le tissu industriel traditionnel se déchire et s'effondre, les ressources offertes par les modèles historiques sont minces. Les figures emblématiques des grands entrepreneurs tchèques (Škoda et Baťa pour l'industrie, Preiss pour la banque...) sont lointaines et ne suffisent pas à ranimer la réalité. Avec le ministre des Finances, Václav Klaus, qui a imposé ses vues, le libéralisme friedmannien a triomphé. Du coup, les traditions sociales qui caractérisaient les Pays tchèques depuis le 19^e siècle paraissent vouées à la disparition.

1. Ce sentiment de désenchantement a été exprimé par Václav Havel lui-même dans un bref ouvrage de réflexion paru en septembre 1991 (*Letní přemítání*, Prague, Odeon).

2. Alexander Dubček, ancien premier secrétaire du Parti communiste entre janvier 1968 et avril 1969, et Čestmír Císar, président du Conseil national tchèque de juillet 1968 à novembre 1969, ont tenté de présenter leur candidature à la présidence de la République en décembre 1989.

3. Cette initiative qui répondait à une double préoccupation l'affirmation résolue d'un rétablissement de la morale en politique et la volonté de nouer des liens amicaux avec l'Allemagne a provoqué bien des remous en Tchécoslovaquie. En fait, cette démarche était l'aboutissement d'une longue discussion, relancée en 1977 par les historiens dissidents (*Ceší, Němci, odsun*, Prague, Academia, 1990).

4. *La Nouvelle Alternative*, 21, mars 1991, p. 25-32.

Entre un discours ultra-libéral et une société qui piétine économiquement, un gouffre est en train de se créer dont on se demande par qui il sera occupé. Ici, la mémoire ne sert ni de modèle modérateur ni de recours.

De fait, la rupture de la mémoire tchèque a produit son œuvre beaucoup plus profondément qu'on ne pouvait le supposer à la fin de l'année 1989. Face au sinistre économique — et bientôt social ? — actuel, si l'on cherche des analogies historiques, peut-être les trouverait-on au moment où l'Autriche absolutiste d'Alexander Bach s'effondrait à la suite de ses défaites contre l'Italie. Les Tchèques retrouvaient leur liberté et se lançaient à la conquête économique de l'Empire. Ils devaient tout créer : leur capital, leurs institutions propres, et cela grâce à un travail acharné qui reste l'enseignement principal de cette période. Cent trente ans plus tard, ils sont confrontés au même défi.

Chez les Tchèques, le politique est moins au cœur de l'identité nationale que l'économique et le culturel, qui sont les enjeux

vitaux. Ce qui fait que les dysfonctionnements politiques sont souvent amortis par la délégation durable de leur confiance à de hautes figures morales. Encore faut-il que celles-ci soient à la hauteur de leur tâche, comme František Palacký et Thomas G. Masaryk.

Rien n'a jamais été donné aux Tchèques dans cette position inconfortable qui est la leur au centre de l'Europe. Leur identité culturelle et étatique ne subsistera que s'ils veulent la préserver et lutter pour elle. Leur avenir semble contenu dans l'exorde d'un ancien consul de France à Prague, Paul Claudel, qui écrivait : « Tiens bon, Tchèque obstiné ! »

□

Maître de conférences à l'Institut national des langues et civilisations orientales, Antoine Marès est spécialiste de l'histoire de la Tchécoslovaquie et de son historiographie.